

vation technologique sont tout à fait différents. En outre, cette distinction, entre ces deux processus, est, à mon avis, et je pense également celui des membres du comité, indispensable à la bonne formulation d'une politique scientifique réaliste. L'objectif de la science et la tâche des scientifiques sont de prendre la réalité telle qu'elle est et de découvrir les lois qui expliquent le comportement de l'homme et de la nature. Cela explique pourquoi le scientifique doit être passif et contemplatif s'il désire observer et expliquer des phénomènes nouveaux mais cette attitude méthodologique amoindrit en rien la recherche fondamentale en tant qu'activité humaine, comme M. Gunning semble croire que je le pense. Au contraire, à mon avis, la recherche fondamentale et la découverte scientifique sont l'activité humaine la plus noble à laquelle la liberté est nécessaire pour atteindre l'excellence. A l'autre extrémité du spectre des activités scientifiques, la recherche d'une nouvelle technologie est fondée sur le génie innovateur de l'homme et son but est de modifier les réalités. Elle est créative et active car elle constitue essentiellement un élément de changement qu'on ne peut laisser sans surveillance car elle peut avoir, comme nous le réalisons tous maintenant, de grands effets bénéfiques mais également de fortes conséquences négatives pour l'homme, la société et la nature.

J'espère que, à la réflexion, M. Gunning admettra que ces distinctions sont justifiées et qu'il comprendra les répercussions importantes qu'elles ont sur notre politique scientifique. Le gouvernement, comme gardien de l'intérêt public, ne peut accepter l'application des prémisses de la République des sciences à la quête d'une nouvelle technologie et de l'innovation. D'autre part, si nous appliquions à la recherche fondamentale une stratégie appropriée à l'élaboration d'une nouvelle technologie, ce serait la fin de la République des sciences si chère à M. Gunning.

Si nos critiques avaient examiné plus sérieusement les distinctions que nous avons faites dans notre rapport, beaucoup de méprises auraient pu être évitées. Ce n'est pas notre faute si des définitions internationalement acceptées de la politique scientifique englobent la science fondamentale, la technologie et l'innovation. Ces définitions se justifient parce que ces trois différentes sortes d'activités se rattachent plus ou moins l'une à l'autre, mais même les hommes politiques peuvent comprendre qu'elles ne doivent pas être sujettes à la même stratégie gouvernementale ni au même genre de surveillance. L'attitude que nous recommandons pour soutenir l'ensemble de notre effort scientifique est donc pluraliste et non pas simpliste, comme le prétend M. Gunning.

Au début de notre enquête, une grande confusion entourait le vaste concept de la politique scientifique. Les ingénieurs nous ont dit, par exemple, qu'ils n'étaient pas des hommes de science et, par conséquent, qu'ils ne se préoccupaient pas de la politique scientifique. Lorsque les hommes de science ont entendu parler de politique scientifique, ils ont cru immédiatement que les Russes arrivaient et que s'il fallait formuler systématiquement une telle politique, ils seraient inévitablement soumis à l'enrégimentation et perdraient leur liberté. J'avais l'impression que de telles confusions avaient disparu après que plusieurs membres du comité eurent exprimé publiquement leurs points de vue et à la suite de la publication du volume I.

Dans le rapport, par exemple, nous n'avons pas manifesté d'opposition à la liberté que le concept de la République des sciences comporte pour celui qui se consacre à la science pure. Mais nous avons dit: «C'est lorsque le concept de la République des sciences est proposé comme stratégie générale pour l'organisation de l'effort national en recherche et développement qu'il devient totalement inacceptable».

Nous nous sommes également reportés à la définition que donne Polanyi de la République des sciences comme un système dans lequel «chaque homme de science apporte sans cesse la meilleure contribution dont il est capable et à laquelle personne ne peut ajouter», et nous avons déclaré que, lorsqu'une telle condition est remplie, «la plupart des gens conviendront que l'homme de science devrait jouir de l'entière liberté, pourvu que certaines limites financières soient respectées, de choisir ses propres activités.» Nous avons continué en disant: «L'excellence est si rare qu'elle doit être laissée libre». En d'autres termes, tout en étant opposés à l'utilisation sans contrôle des bourses, nous croyons fermement à la liberté pour la vraie érudition.

A mes yeux, cette déclaration est claire et directe. Pourtant, le M. Herzberg, un homme de science éminent, a dit ceci après avoir lu le rapport:

C'est l'idée d'une centralisation... qui effraie tant les scientifiques, car ils ne savent que trop bien qu'aucun pays du monde n'est parvenu à concilier un milieu scientifique essentiel et créateur avec une centralisation bureaucratique... Si les sénateurs estiment que les politiciens doivent participer aux décisions scientifiques et au contrôle des laboratoires scientifiques, ils vont tout simplement vers un désastre en matière de progrès scientifique au Canada.

Comment M. Herzberg peut-il soutenir cette thèse erronée après la lecture du passage du rapport que je viens de citer: «L'excellence est si rare qu'elle doit être laissée libre».

M. Herzberg cite aussi un extrait du premier rapport du British Council for Scientific Policy que voici:

La politique scientifique n'oriente pas le progrès des connaissances scientifiques, mais elle peut bien s'intéresser à encourager ou à orienter l'application des résultats des progrès scientifiques. Les tâches de la politique scientifique sont autres: entretenir le climat nécessaire aux découvertes scientifiques; veiller à fournir une part suffisante des ressources globales de la nation à ce domaine; veiller à maintenir l'équilibre entre les disciplines, afin que certaines ne soient pas inévitablement négligées; prévoir des possibilités de fertilisation réciproque entre disciplines et entre les programmes scientifiques des différents pays.

M. Herzberg est d'accord, mais il ajoute: «Je crains que les sénateurs n'acceptent pas cette définition.» Je ne sais vraiment pas sur quoi il fonde cette crainte. Personnellement, et je suis certain que tous les membres du comité sont du même avis, je souscris pleinement à la définition donnée par le British Council for Scientific Policy. De plus, je partage l'inquiétude de M. Herzberg au sujet de la recherche à la mode de programmes scientifiques d'envergure ainsi que sa foi dans ce qu'on appelle communément «la petite science».